

Un projet qui demande encore précisions et moyens

Le débat a fait surgir des questions importantes... pour lesquelles les réponses sont actuellement absentes. Aurait-on à faire à une nouvelle forme de néo-colonialisme, où les décisions sont prises en dehors des personnes concernées? Ce projet a parmi ses buts celui de contrôler l'immigration. En conséquence, conduit-il à abandonner définitivement à leur sort – ou aux appétits des Chinois – les pays de l'Afrique subsaharienne? Devant la faiblesse des moyens financiers propres de l'Europe, comment les états vont-ils s'engager, et mettre en place des

réseaux? Parviendra-t-on à travailler sur d'autres choses que l'économie marchande? Cessera-t-on de voir des pays européens prêcher la démocratie et soutenir les dictatures?

Comment une telle ambition peut-elle être mise en œuvre et mobiliser les moyens à la hauteur requise, sans une volonté et une puissance politique européennes?

Renforcer l'Union européenne est une condition indispensable pour espérer conduire, sur ce projet comme sur d'autres, une politique novatrice et efficace.

www.chroniquesociale.com

Chronique Sociale - 7, rue du Plat - Lyon 2e - tel. 04 78 37 22 12

Métro-bus : Bellecour

Chronique
Sociale



Comprendre
et
Débattre



L'Union pour la Méditerranée : un projet pour qui, et pour quoi faire ?

Débat animé par Michel Morin - 1er avril 2008

Le 13 juillet doit être lancée, sous la présidence française de l'Union européenne, l'Union pour la Méditerranée. S'agit-il de la simple promotion de l'agenda présidentiel français ou avons-nous affaire à quelque chose de plus important? La Méditerranée est-elle l'« ultime utopie » ainsi que l'a déclaré Jacques Attali à l'ouverture d'un récent colloque? Doit-on la considérer comme une zone dangereuse, comme une bombe à retardement, notamment démographique? On prévoit qu'en 2025 la population des états riverains du nord aura augmenté de 5 millions d'habitants, celle du sud de... 100 millions, augmentant encore les déséquilibres économiques.

La Méditerranée: une longue histoire partagée

Si elle n'est pas, comme on le dit pourtant souvent, le berceau de la civilisation, elle a vu depuis des millénaires prospérer sur ses rives les comptoirs et le commerce, les prémices de l'économie de marché, les monothéismes, tous héritages que l'on retrouve actifs aujourd'hui. La première union politique fut établie sous l'égide de l'Empire romain et il subsiste des ruines et des vestiges culturels ou sociétaux importants de cette période.

Plus tard y régnèrent les Barbaresques, obligeant par exemple les Croisés à cheminer vers Jérusalem par voie de terre, puis laissant peu à peu la place aux grandes villes portuaires: Gênes, Venise qui initièrent la première mondialisation.

Au XIXe, la domination européenne se traduisit par la colonisation de franges de plus en plus méridionales, l'Église catholique essayant de délimiter les sphères d'influence de chaque pays et des grandes congrégations; puis, après la deuxième guerre mondiale, les pays du sud ont les uns après les autres retrouvé (ou trouvé) leur indépendance.

Chacun des territoires est donc la conséquence d'une grande quantité d'influences, complexes, aux contradictions souvent inextricables, ce qui explique la difficulté à dénouer les crises... en particulier celles du proche orient, entre israéliens et palestiniens.

La genèse du projet « méditerranéen »

Tous les pays méditerranéens partagent des intérêts communs; la méditerranée est la principale voie commerciale entre eux et avec le reste du monde; elle est aussi une ressource commune (pêche, tourisme) et ils sont tous touchés par sa pollution ou concernés par les transports sous-marins. Par ailleurs leur diversité politique, le nationalisme de certains, les antagonismes, la localisation inégale des richesses et des peuplements en paralysent le développement. Il est intéressant de noter qu'en Europe du

nord, autour de la Baltique, une zone aux caractéristiques semblables, mais avec une moins grande diversité des riverains, a construit un projet d'union et de coopérations.

Depuis 1995 subsiste le projet Euromed, basé à Barcelone et lancé par l'Union Européenne pour aider au développement des pays du sud de la Méditerranée.

Le projet d'Union méditerranéenne a été formulé pendant la campagne prési-

dentielle de N. Sarkozy. Initié par Henri Guaino, que son souverainisme conduit, logiquement, à promouvoir un projet non porté par l'Europe, il devait concerner les seuls pays riverains, avec de facto un rôle de leader pour la France. Il allait loin dans la structuration d'un nouvel espace en proposant une mise en commun des ressources sur le modèle de la CECA des années 50.

Mais l'Union européenne étant appelée à financer le processus, les pays exclus au départ, l'Allemagne au premier chef,

ont obtenu une redéfinition fondamentale du projet.

Nous avons donc maintenant affaire à l'« Union pour la Méditerranée », qui sera portée par les 27 et par les états riverains n'appartenant pas à l'UE (une quinzaine d'états incluant jusqu'à la Mauritanie). C'est pour l'essentiel une réactivation d'Euromed et l'implantation, à Barcelone, d'une structure légère reste à confirmer. Les décisions concrètes seront prises le 13 juillet.

Les réactions

Si les pays du nord ont obtenu une redéfinition du projet, les pays du sud ne manifestent guère d'enthousiasme. Le Maroc n'a pas réagi, la Tunisie cherche à obtenir le siège du dispositif, la Lybie en cours d'intégration à Euromed profitera peut-être de l'occasion pour entrer dans l'Union... L'Algérie s'interroge en faisant remarquer que l'essentiel de son commerce se fait déjà avec l'Europe et qu'Euromed n'a initié aucun investissement industriel. Quant à la Turquie, elle n'entend certainement pas lâcher la proie de l'adhésion à l'UE pour l'ombre: ce projet encore indé-

et sans grands moyens. Les autres pays les plus orientaux ont pour l'instant des problèmes plus urgents à régler avant d'envisager de se retrouver dans une structure commune.

Les régions euro-méditerranéennes les plus dynamiques (Catalogne, PACA, etc..) y voient un moyen de se développer, mais elles n'ont pas les ressources pour prendre le relais d'un Euromed désargenté (moins de 1 milliard d'euros par an). Il faut inventer d'autres types de collaboration entre l'Europe et les pays du sud, en partant de leurs besoins.